

AKTUELL

QUALITY OF WORK INDEX

Le travail, c'est toujours pas la santé

Fabien Grasser

Les conditions de travail se dégradent au fil des ans. C'est le constat dressé par la Chambre des salariés (CSL) dans l'édition 2025 du « Quality of Work Index Luxembourg ». L'insatisfaction au travail n'a jamais été aussi élevée depuis l'existence de cette étude qui, cette année, met l'accent sur le déficit en matière de formation continue.

Comment se portent les salarié·es en temps de pénurie de main-d'œuvre ? De plus en plus mal, répond la CSL dans l'édition 2025 du *Quality of Work Index*. Avec un score de 53,4 sur 100, l'index est au plus bas depuis la publication de la première étude en 2014. Pour parvenir à ce résultat, la CSL et l'Université du Luxembourg ont posé 200 questions à plus de 3.100 personnes salariées du privé et fonctionnaires, résidentes et frontalières. « Cet index est un outil scientifique unique au Luxembourg, et nous disposons désormais de données qui nous permettent d'effectuer des analyses sur le long terme », affirme la présidente de la CSL (et de l'OGBL), Nora Back, lors de la présentation de l'étude, ce mercredi 4 février. « Malheureusement, il n'est toujours pas assez pris en compte par les patrons et le gouvernement », déplore la syndicaliste.

Dans le détail, les cadres et les personnes employées dans l'information et la communication sont les plus satisfait·es, tandis que dans le commerce, le transport et l'Horeca, l'index de la qualité au travail atteint à peine 50,1 et plonge même à 46 dans la catégorie « conducteurs de machines et ouvriers de l'assemblage ». Les raisons de l'insatisfaction sont multiples. « On constate une érosion des ressources qui protègent et motivent les salariés », expose David Büchel, conseiller de direction à la CSL et psychologue du travail. « La sécurité de l'emploi diminue, tandis que la participation aux décisions stagne depuis 2020, tout comme les possibilités d'accéder à une formation continue », relève l'expert. Avec l'intelligence artificielle, la peur de perdre son emploi est croissante. L'enquête montre aussi une coopération entre collègues qui s'amenuise au fil des ans, témoignant de la pression accrue pesant sur les salarié·es.

Les effets sur la santé physique et mentale sont logiquement de plus en plus délétères : le risque de burnout concerne dorénavant 36 % des salarié·es, le bien-être émotionnel se détériore et entraîne un risque

accru de dépression, tandis que les pensées suicidaires touchent désormais 6,6 % des salarié·es, trois fois plus qu'en 2014. Un tiers des personnes interrogées font état de troubles du sommeil et un quart de maux de tête ou de problèmes d'articulations. Les résultats masquent de profondes inégalités en fonction du genre et de l'âge (les femmes et les jeunes sont davantage affecté·es) ou du lieu de résidence (au Luxembourg ou dans un pays frontalier).

Pénurie et chômage

Cette dégradation du bien-être au travail est d'autant plus paradoxale que le pays est face à une pénurie de main-d'œuvre, ce qui devrait peser en faveur des salarié·es dans leur capacité à négocier les conditions de travail. Mais ce manque pèse en fait sur les salarié·es, qui doivent travailler plus vite, faire plus d'heures supplémentaires, effectuer des tâches pour lesquelles ils et elles ne sont pas qualifié·s ou encore changer fréquemment leurs horaires.

L'autre paradoxe de cette situation est le niveau élevé du chômage, révélant « une inadéquation entre les postes vacants et les compétences des salarié·es », note Nora Back. « On en fait beaucoup pour attirer des talents du monde entier, mais il faut investir dans la main-d'œuvre régionale pour rendre les gens employables », abonde Patrick Dury, vice-président de la CSL et patron du LCGB. L'une des questions dès lors posées porte sur la formation continue, sur laquelle le *Quality of Work Index* met l'accent cette année. La CSL constate des inégalités persistantes dans l'accès aux formations, des disparités de projection professionnelle au détriment des moins qualifié·es, un manque de soutien des entreprises ou encore une prise en charge insuffisante du coût des formations. La CSL suggère de nombreuses pistes pour améliorer la formation continue, mais elle se heurte à un manque d'écoute des politiques. « Nous répétons les mêmes revendications depuis des années, mais cela n'avance pas vraiment », regrette Claude Cardoso, directeur adjoint de la CSL. « Ce sujet n'a pas vraiment été à l'ordre du jour de ces deux dernières années, où nous avons dû batailler sur d'autres terrains, mais il doit être incontestablement relancé », promet pour sa part Nora Back.

SHORT NEWS

De quoi ont parlé Frieden et Mittal à Davos ?

(fg) – Nora Back et Patrick Dury vont à nouveau unir leurs plumes sous la bannière du Front syndical pour écrire à Luc Frieden, ont-ils confié au woxx. La présidente de l'OGBL et son homologue du LCGB vont interroger le premier ministre sur le contenu de l'entretien qu'il a eu avec Lakshmi Mittal, lors du Forum économique mondial, à Davos, à la mi-janvier. La question a pris toute sa pertinence ces derniers jours, alors que des rumeurs font état de centaines de licenciements possibles chez ArcelorMittal au Luxembourg. Jusqu'à 1.150 salarié·es pourraient être concerné·es, notamment dans les activités support des services administratifs, soit près du tiers des effectifs employés dans le pays. Il est question de délocalisation en Pologne et en Inde, dans le cadre d'une restructuration qui pourrait toucher 5.600 emplois en Europe. L'information a été démentie par le sidérurgiste, qui reconnaît néanmoins que 1.150 emplois sont actuellement passés au crible au Luxembourg, mais que cela n'aboutira pas nécessairement à des licenciements. L'on comprend donc mieux l'intérêt des syndicalistes pour la conversation que Luc Frieden a eue avec le patron d'ArcelorMittal. En novembre dernier, le premier ministre avait rencontré le CEO d'Amazon en Californie, deux semaines avant que l'entreprise n'annonce 470 licenciements au Luxembourg. Un chiffre finalement ramené à 370. « La stratégie est toujours la même : on annonce des licenciements massifs avant d'en réduire le nombre pour mieux faire passer la pilule », déplore Nora Back.

Luxembourg verletzt EU-Wasserrahmenrichtlinie

(mes) – Vergangene Woche hat die EU-Kommission rechtliche Schritte gegen Luxemburg eingeleitet, weil das Großherzogtum gegen die EU-Wasserrahmenrichtlinie verstößt. Als Grund wird angeführt, dass die Genehmigungen zur Entnahme von Grund- und Oberflächenwasser nicht regelmäßig überprüft werden müssen. Genehmigungen, die vor 2015 erteilt worden sind, gelten gar als unbegrenzt. „Damit verstößt Luxemburg gegen europäisches Umweltrecht und gefährdet den nachhaltigen Schutz seiner Wasserressourcen“, reagierte die NGO natur&mwelt in einem Schreiben vom 4. Februar. Das Land riskiere „den Verlust einer lebenswichtigen Ressource“. Luxemburg hat nun zwei Monate Zeit, um auf das Verfahren der EU-Kommission zu antworten und die Richtlinie konsequent umzusetzen. Rund 72 Prozent der hiesigen Trinkwasserquellen stehen unter Schutz. Die Belastung von Gewässern mit Rückständen von Pflanzenschutzmitteln ist jedoch weiterhin hoch. Kein einziges Oberflächengewässer befindet sich in einem guten ökologischen Zustand. Beim Grundwasser sieht die Bilanz zwar etwas besser aus – immerhin weisen knapp 21 Prozent eine „gute chemische Qualität“ auf –, aber „bei zentralen Maßnahmen wie der ökologischen Aufwertung der Gewässer und der Anpassung an den Klimawandel hinkt Luxemburg massiv hinterher: Nur rund zwei Prozent der vorgesehenen Maßnahmen wurden bislang umgesetzt“, kritisiert natur&mwelt. Die Umweltschutz-NGO ruft Bürger*innen dazu auf, die aktuell laufende Petition „Hands off Nature“ zu unterschreiben, um sich für den Schutz der Natur und gegen eine EU-weite Deregulierung der Umweltschutzmaßnahmen einzusetzen. Mehr Informationen: www.naturemweltasbl.lu

Nucléaire la Belgique cherche des terrains

(fg) – Une nouvelle centrale nucléaire verra-t-elle le jour en Belgique, à une soixantaine de kilomètres seulement de la frontière luxembourgeoise ? Rien n'est encore acté, mais à l'issue de travaux prospectifs menés l'automne dernier par le bureau d'ingénierie Tractebel (Engie), le site de Chertal, en province de Liège, retient particulièrement l'attention pour la construction d'une centrale de grande envergure, c'est-à-dire de plus de 1.000 mégawatts. Selon le quotidien belge L'Écho, qui a révélé l'information, le terrain prospecté est une ancienne zone industrielle de quelque 180 hectares exploitée jusqu'en 2013 par ArcelorMittal. Il est situé entre la Meuse et le canal Albert, qui fourniraient l'eau nécessaire au refroidissement des réacteurs. Il bénéficie de liaisons autoroutières et ferroviaires et ne présente pas de faille géologique, autant de conditions retenues par Tractebel dans sa recherche. Chertal se trouve à cheval sur les communes de Oupeye et Herstal, dont les bourgmestres ont dit leur réticence au projet, après avoir été informés des prospections de Tractebel par les médias. L'actuelle centrale nucléaire de Tihange a également été retenue par le bureau d'études pour accueillir d'éventuels nouveaux réacteurs. En 2003, Bruxelles avait décidé de sortir du nucléaire en se fixant comme horizon l'année 2025. Sous l'impulsion du gouvernement dirigé par le conservateur flamand Bart De Wever, le pays a fait marche arrière, officiellement pour réduire sa dépendance aux énergies fossiles russes. En Belgique, l'avenir est atomique.